

Philanthropie d'entrepreneurs et construction d'un nouveau compromis social en Chine contemporaine

Gilles Guiheux

► **To cite this version:**

Gilles Guiheux. Philanthropie d'entrepreneurs et construction d'un nouveau compromis social en Chine contemporaine. Clément Séhier, Richard Sobel. Travail, luttes sociales et régulation du capitalisme dans la Chine contemporaine, Presses Universitaires du Septentrion, pp.123-142, 2015, 978-2-7574-0878-0. <<http://www.septentrion.com/fr/livre/?GCOI=27574100750780>>. <hal-01373850>

HAL Id: hal-01373850

<https://hal-univ-diderot.archives-ouvertes.fr/hal-01373850>

Submitted on 29 Sep 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Philanthropie d'entrepreneurs et construction d'un nouveau compromis social en Chine contemporaine

Gilles Guiheux

Cessma, Université Paris Diderot, Sorbonne Paris Cité

Introduction

Le développement rapide de la Chine au cours des trois dernières décennies s'est accompagné d'une transformation des acteurs économiques. De nouveaux types d'entreprises ont émergé : les entreprises étrangères dès le début de la décennie 1980, puis les entreprises privées chinoises dans les années 1990. Les entreprises publiques, sous le contrôle des gouvernements locaux ou des autorités centrales, ont été réformées : fermées ou privatisées pour certaines, restructurées pour d'autres. Alors que, dans le cadre de l'économie planifiée, l'État était à la fois producteur et régulateur de l'activité économique, les deux responsabilités sont désormais dissociées. Pourtant, malgré la mise en place d'agences de régulation spécialisées et une intense production de textes législatifs ou réglementaires, l'État chinois peine à exercer sa mission régulatrice. La législation relative à l'emploi, aux conditions de travail ou à la qualité des produits existe, mais elle n'est pas respectée. Cette situation génère depuis quelques années un nombre croissant de protestations individuelles et collectives : des ouvriers dont les salaires ne sont pas versés ou dont les conditions de travail les exposent à des risques sanitaires, ou des consommateurs victimes de produits frauduleux par exemple. Le mode de développement choisi, prenant appui sur une main-d'œuvre disciplinée et mal rémunérée produisant pour les marchés mondiaux, et ayant entraîné des dégradations environnementales majeures, est de plus en plus contesté [Wang 2009]. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre l'insistance mise par le pouvoir chinois depuis une décennie sur la nécessité de construire une société "harmonieuse" (*hexie shehui*). Si la croissance économique est toujours indispensable, elle devrait tenir compte de la durabilité des ressources naturelles et être mise au service d'une meilleure répartition des richesses.

Simultanément, la société chinoise, plus mobile géographiquement et socialement, a vu ses repères moraux bouleversés. Alors qu'en Chine urbaine, l'État et ses relais avaient alloué administrativement pendant plusieurs décennies le travail, le logement, les services d'éducation ou de santé, les ménages ont été brutalement contraints de ne plus compter que sur leurs propres forces et ont été mis en demeure d'accéder à ces ressources sur des marchés. L'individualisme, fût-il familial, a semblé alors prendre le pas sur les valeurs collectives. Stimulé par l'abondance de biens matériels désormais accessibles au plus grand nombre, le matérialisme l'emportait sur la volonté utopique de transformer l'homme caractéristique de la période maoïste. Cependant, des événements récents ont brouillé cette image d'un individualisme croissant. À l'occasion du tremblement de terre du printemps 2008 dans la province du Sichuan, la population a unanimement exprimé émotion et compassion envers les victimes. Des milliers de personnes ont effectué des dons ou se sont déclarées volontaires pour leur porter secours. Ces élans de générosité ont manifesté la sollicitude désintéressée d'un grand nombre de citoyens pour leurs compatriotes moins bien lotis.

C'est dans ce double contexte d'un mode de développement économique contesté et d'un paysage moral contradictoire, que cette contribution revient sur les pratiques philanthropiques des entreprises et de leurs dirigeants. En effet, une visibilité croissante est donnée à des actions au

bénéfice du bien commun, à des opérations à but non lucratif qu'ils engagent pour améliorer le sort matériel ou moral de la population chinoise ou d'une partie d'entre elle. Ainsi, lors du tremblement de terre du Sichuan en avril 2009, 273 entreprises cotées en bourse auraient fait don d'1,5 milliard de Yuans aux secours [Song et alii, 2012, p. 302].

Si ces pratiques sont nouvelles en Chine contemporaine, elles ne le sont pas au regard de l'histoire longue et de traditions notamment inspirées par le bouddhisme. Le terme *cishan*, utilisé aujourd'hui pour désigner l'une des principales organisations caritatives du pays, la Fédération chinoise de philanthropie (Zhonghua cishan zonghui ou China Charity Federation¹), se traduit aussi bien par philanthropie que par charité, miséricorde ou bienfaisance ; et le terme *ci* figure dans de nombreuses expressions bouddhistes. Au moins depuis la dynastie des Song (960-1279), la philanthropie doit se comprendre dans le contexte plus large de la famille confucéenne et de ses relations avec l'État. Les principaux besoins des individus sont satisfaits dans le cadre de la famille et des associations de lignage, et l'assistance à des individus extérieurs au lignage par des organisations sociales se limite aux périodes de crise. À la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, les multiples désordres sociaux s'accompagnent d'une prolifération d'activités qui constituent une réponse au besoin de préserver la cohésion sociale. Aux organisations caritatives anciennes viennent alors s'ajouter les institutions chrétiennes missionnaires, catholiques et protestantes, engagées dans la gestion d'écoles, d'universités, d'hôpitaux ou d'orphelinats. L'arrivée au pouvoir du Parti communiste chinois en 1949 met fin à cette diversité d'organisations engagées auprès des plus faibles grâce à la mobilisation de fonds privés.

C'est donc à la renaissance de pratiques ayant une longue histoire à laquelle on assiste en Chine contemporaine, sous l'effet de multiples initiatives prises par les autorités nationales, locales ou étrangères [Wheeler 2013], et d'organisations laïques ou religieuses [Laliberté 2009]. Cette contribution revient sur la participation des entreprises, et en particulier des plus grandes d'entre elles, à ce renouveau de l'action philanthropique. Dans le contexte social, politique et moral évoqué, leur engagement au bénéfice de l'intérêt général manifeste, selon nous, des efforts de construction d'un nouveau compromis social et de définition d'une nouvelle éthique de l'activité économique. La question posée est bien celle des missions de l'entreprise. Durant la période maoïste, leur action dépassait largement la sphère économique ; les entreprises d'État prenaient en charge le logement, la santé, la formation de leurs employés et de leurs familles. La construction d'une "économie socialiste de marché" – terme officiellement adopté en 1992 – a remis la réalisation de profits au centre de leur raison d'être ; les objectifs poursuivis sont dès lors purement économiques [Eyraud 1999]. Depuis quelques années, la question est à nouveau discutée. C'est le sens notamment de la promotion d'un discours sur la responsabilité des entreprises (*qiye shehui zeren*). Les définitions sont nombreuses et varient mais elles évoquent toute la nécessité pour les entreprises d'organiser aujourd'hui leur activité en tenant compte de nouveaux impératifs, à la fois sociaux et environnementaux [Guiheux 2006].

Cette contribution s'appuie sur divers matériaux. Il s'agit d'abord de documents qui mesurent quantitativement l'activité philanthropique des entreprises chinoises : les listes des 100 premiers philanthropes chinois publiées depuis 2004 par un média chinois² et les rapports sur le développement de la philanthropie publiés depuis 2009 par l'Académie chinoise des sciences sociales [Yang 2012]. Il s'agit également d'articles de presse relatifs à l'engagement philanthropique de quelques-uns des plus riches des entrepreneurs privés du pays. Véritables héros [Guiheux 2012], à la tête de fortunes réalisées en quelques décennies, ces entrepreneurs seraient les homologues chinois contemporains des philanthropes américains du début du XX^e siècle [Zunz 2012]. Récemment parvenus à la richesse, les dons qu'ils font à la collectivité

¹ La China Charity Federation est créée en 1994. Elle est présidée par M. Fan Baojun, membre du comité permanent du Parti communiste chinois, et vice-ministre des Affaires civiles. Voir <http://cszh.mca.gov.cn>.

² Voir <http://www.hurun.net>.

viennent corriger symboliquement les inégalités qui menacent la société d'éclatement et contribuer à légitimer l'ordre socio-économique en train de se mettre en place.

La mesure de l'activité philanthropique des plus grandes entreprises

C'est dans la décennie 1990 que les autorités chinoises commencent à promouvoir la charité comme source alternative aux fonds publics pour financer des programmes sociaux. Des institutions anciennes, comme la Croix Rouge chinoise, sont réactivées³. De nouvelles organisations sont mises sur pied. Ce sont par exemple les "Chantiers de l'espoir" (Xiwang gongcheng) pilotés par la Ligue de la jeunesse. Initié en 1989, ce projet vise alors à remédier au déficit de fonds publics consacrés à l'éducation dans les régions pauvres, en particulier du Centre et de l'Ouest du pays ; plusieurs types d'actions sont engagés : construction d'écoles, distribution de bourses d'étude, formation des enseignants. En 1994, est créée la China Charity Federation qui, comme son nom l'indique, a vocation à rassembler toutes les initiatives en la matière et à défendre les intérêts de ce secteur⁴. Les données désormais régulièrement publiées révèlent le rôle central, en particulier financier, que jouent les entreprises dans cette mobilisation de la société chinoise au service des plus fragiles.

Le rôle majeur des entreprises dans le financement de l'action philanthropique. En 2009, l'ensemble des dons affectés à des actions caritatives s'élevait en Chine à 54 milliards de Yuans [Li et Wu, 2011, p. 150]. Les premiers financeurs de ces activités sont les entreprises qui ont apporté 58 % de cette somme devant, par ordre décroissant, les particuliers (30 %), le gouvernement (5 %), d'autres organismes publics (4 %), des organisations sociales (3 %) [Li et Wu, 2011, p. 152]. En moyenne, la contribution des entreprises privées est plus faible que celle des entreprises publiques et des entreprises à capitaux mixtes, mais les premières sont plus nombreuses à donner.

Le secteur de l'immobilier principal pourvoyeur de philanthropes. Le tableau 1 ci-dessous dresse la liste des 10 premières entreprises dont les contributions ont, au cours des sept premiers mois de l'année 2010, dépassé 100 millions de Yuans. Parmi elles, figurent 5 entreprises privées, dont 3 ont pour activité principale la construction et la promotion immobilière, 3 entreprises publiques, toutes dans le secteur énergétique, et deux entreprises étrangères, dont l'une a pour activité principale la construction et la gestion de parcours de golfs, autre modalité de mise en valeur de la ressource foncière. Sur les dix entreprises considérées, huit opèrent donc dans des activités quasiment rentières, si on considère l'énergie – secteur très fortement réglementé – et l'immobilier – où les collusions entre opérateurs privés et gouvernements locaux sont fortes – comme des activités *de facto* très peu ouvertes à la concurrence. Ce sont des activités où les gains peuvent être rapidement élevés et il ne serait pas étonnant que ces entreprises tentent de racheter un crédit moral auprès de l'opinion publique en finançant des activités caritatives.

Rang	Nom de l'entreprise	Secteur d'activité	Type de propriété
1	Wanda	Immobilier	Privée
2	Shenhua	Énergie (charbon)	Publique
3	Zhongguo shiyou (China Petroleum)	Énergie (pétrole)	Publique
4	Zhongguo fanhai	Immobilier	Privée
5	Jiaduobao	Agro-alimentaire	Étrangère (Hong Kong)
6	Zhongguo Haiyou (CNOOC)	Énergie (pétrole)	Publique

³ En 1993 est publiée une nouvelle loi qui organise les activités de la Croix Rouge.

⁴ Voir le site Web : <http://cszh.mca.gov.cn>.

7	Buchang	Produits pharmaceutiques	Privée
8	Hengan	Produits d'hygiène	Privée
9	Xintaiyang	Immobilier	Privée
10	Dongfanggaoerfu	Opérateur de golfs	Étrangère (Taiwan)

Tableau 1. Les 10 entreprises dont les contributions sont supérieures à 100 millions de Yuans (sur les 7 premiers mois de l'année 2010). Source : d'après Li et Wu, 2011, p. 151.

Si l'on prend en compte les 264 entreprises ayant effectué en 2010 des dons supérieurs à 1 million de Yuans, la répartition par secteurs d'activité donne également le secteur immobilier comme fournissant le plus grand nombre d'entreprises donateurs (32 % des entreprises), devant la finance, la téléphonie ou l'agro-alimentaire (chacun 8 %) [Li et Wu, 2011, p. 152]. L'immobilier, où les fortunes privées ont été parmi les plus rapides et les plus spectaculaires, est donc le secteur qui fournit le plus d'entreprises contribuant au financement de l'action philanthropique.

Cette conclusion est confirmée par l'analyse de la liste des premiers entrepreneurs philanthropes établie par la société Hurun. En 2012, cette liste prend en compte les dons effectués entre le 1^{er} janvier 2011 et le 31 mars 2012 par les entrepreneurs, soit en leur nom propre, soit par l'intermédiaire de sociétés dont ils contrôlent plus de la moitié du capital. En 2012, le montant total des dons effectués par ces 100 premiers philanthropes chinois s'élève à 1,6 milliard de dollars américains. Là encore, on constate que l'immobilier est la source la plus fréquente de leur fortune : 8 individus parmi les 10 premiers (tableau 2).

<i>Rang</i>	<i>Nom</i>	<i>Montant des dons (millions US\$)</i>	<i>Age</i>	<i>Secteur</i>	<i>Province</i>
1	Cao Dewang	580	66	Verre	Fujian
2	Xu Jiayin	120	54	Immobilier	Guangdong
3	Wang Jianlin	44	58	Immobilier	Beijing
4	Huang Rulun	40	61	Immobilier	Beijing
5	Huang Wenzai	38	59	Immobilier	Guangdong
6	Lin Xiucheng et Lin Zhiqiang	35	61	Acier, LED	Fujian
7	Xu Zengping	32	60	Immobilier	Hong Kong
8	Hou Changcai	30	56	Immobilier	Fujian
9	Zhu Mengyi	27	53	Immobilier	Guangdong
10	Sun Yinhuan	22	63	Immobilier	Liaoning

Tableau 2. Liste des 10 premiers entrepreneurs philanthropes. Source : d'après Hurun Report, 2012 China Philanthropy List, <http://www.hurun.net/usen/HRCpl.aspx>, consulté le 12 novembre 2012.

Originaires des provinces les plus développées du pays, dans sa franche côteière et méridionale (Guangdong et Fujian pour 38 d'entre eux), ces entrepreneurs ont en moyenne 51 ans. Même s'ils sont légèrement plus jeunes que les nouveaux dirigeants confirmés à la tête du pays lors de l'Assemblée nationale populaire du printemps 2013, Xi Jinping, chef de l'État, et Li Keqiang, premier ministre, âgés respectivement de 60 et 58 ans, ils sont membres de la même génération qui a été adolescente au moment de l'épisode traumatique de la Révolution culturelle (1966-1969).

Les différents types d'actions financées. Le tableau 3 comptabilise les dons de plus de 1 million de Yuans effectués au cours de l'année 2010 et fournit des indications sur le type d'actions financées. Les dons des entreprises se dirigent principalement vers le secours aux régions et aux personnes sinistrées lors de catastrophes naturelles (27 % des dons), l'offre de services de santé (17 %) et d'éducation (12 %). En matière d'éducation, la plupart des fonds vont au financement de l'enseignement primaire, même si les plus prestigieuses universités chinoises (Beida et Tsinghua à Pékin, Tongji à Shanghai) ont reçu des fonds destinés à la construction de bâtiments ou au financement de bourses d'étudiants.

Un certain nombre de ces dons sont très largement des réponses à des sollicitations des gouvernements locaux. Dans le cas du financement d'actions de protection de l'environnement, 4 des 6 dons relèvent d'entreprises situées dans la ville de Chongqing, laquelle a lancé un programme intitulé « verdier le Yangtsé » (*lǚbua chāngjiāng*). Les dons de ces 4 entreprises représentent 80 % des financements cités [Li et Wu, 2011, p. 154]. De même, les dons effectués au titre d'actions scientifiques ou de promotion de la culture correspondent-ils à des financements destinés à aider à la réalisation de l'Exposition universelle de Shanghai.

	Montant*	en %	Nombre de dons
Aide aux victimes de catastrophes	188 061	27 %	107
Services de santé	119 388	17 %	18
Services d'éducation	85 745	12 %	42
Sciences et culture	45 860	7 %	24
Lutte contre la pauvreté	40 876	6 %	35
Protection de l'environnement	5 663	1 %	6
Autres	20 2676	29 %	34
Total	688 269	100 %	--

Tableau 3. Répartition des dons en fonction des activités financées (2010). * en dizaines de milliers de RMB. Note : Ne sont pris en compte que les dons de plus de 1 million de Yuans.
Source : D'après Li et Wu, 2011, p. 155.

Les modalités d'action. Les données quantitatives rassemblées fournissent des indications sur les modalités de l'action philanthropique. Une enquête portant sur l'activité philanthropique de 30 entreprises toutes très connues (10 entreprises publiques dépendant du gouvernement central, 10 entreprises privées, 10 entreprises étrangères⁵) révèle qu'elles utilisent en moyenne 2,57 canaux différents de financement de leurs activités philanthropiques. La modalité la plus usitée est le don direct aux personnes ou aux institutions concernées. La majorité des entreprises opte pour faire des dons directement aux bénéficiaires, individus ou institutions, soit 90 % des entreprises de l'étude de cas. Il s'agit de dons faits directement à des établissements d'enseignement (écoles primaires et lycées), de bourses à des étudiants d'universités, de financement d'activités de formation à destination des chômeurs, de dons à des administrations locales pour la construction d'infrastructures au bénéfice de personnes âgées, handicapées ou des plus jeunes.

Le second mode d'action est le recours à des fondations. La plupart d'entre elles sont des organismes *de facto* contrôlés par des agences publiques ou parapubliques, comme la Croix Rouge ou la Fédération chinoise de philanthropie qui dépendent du ministère des Affaires civiles, ou d'organismes dépendant d'organisations de masse, elles-mêmes sous la tutelle du Parti communiste (la Fondation pour le développement de la jeunesse chinoise sous le contrôle de la

⁵ Les données ont été recueillies dans les rapports sur la responsabilité sociale publiés en 2009. Parmi ces trente entreprises figurent par exemple : China Electric et China Industrial and Commercial Bank (entreprises d'État), Lenovo et Huawei (entreprises privées), Hyundai et Nikon (entreprises étrangères). Voir Li et Wu, 2011, p. 160-162.

Ligue de la jeune, la Fondation chinoise pour le développement de la femme sous le contrôle de la Fédération des femmes, etc.)⁶. Le plus souvent, les dons sont effectués à ces institutions dans le cadre de programmes qu'elles ont initiés et qu'elles conduisent. Le projet Espoir cité précédemment a ainsi été initié par la Fondation pour le développement de la jeunesse en 1989. Plus récemment, des entreprises ont créé leur propre fondation d'entreprise pour servir leur action philanthropique. À la fin de l'année 2010, on répertoriait 130 fondations d'entreprise à vocation philanthropique. Le développement de ce type d'acteurs reste limité du fait des faiblesses de la législation actuelle, et en l'attente d'une refonte de la réglementation.

Ce ne sont pas seulement les riches entrepreneurs ou leurs entreprises qui s'engagent dans des activités caritatives, ce sont aussi parfois les salariés – en réponse, on peut en faire l'hypothèse, aux sollicitations de leurs employeurs. Ainsi, sur la première page du site Web de l'entreprise immobilière Wanda, un onglet renvoie aux activités « pour la communauté » (*gongyi*) de l'entreprise. Suit une page intitulée « les volontaires de Wanda » (*Wanda yigong*) où s'affiche le slogan suivant : « tous les salariés de Wanda doivent devenir des volontaires. Chaque salarié doit au moins une fois par an s'engager dans une activité volontaire ». Figurent alors des portraits individuels de salariés, qualifiés d'« étoiles du volontariat » (*yigong zhexing*)⁷ – ce qui n'est pas sans rappeler les modalités de mobilisation des travailleurs caractéristiques de l'époque du communisme triomphant : les uns financent la scolarité d'enfants de régions pauvres, les autres secondent des enfants en difficulté scolaire, d'autres encore prennent soin de personnes âgées résidant dans des maisons de retraite.

Ce que révèle la mesure de l'engagement des entreprises dans l'action philanthropique, c'est outre leur rôle majeur comparativement à d'autres acteurs sociaux, au premier rang desquels les ménages, ce sont les liens entre cette action et les politiques publiques. Leur engagement semble bien souvent inspiré et au service de ces dernières, comme si les philanthropes venaient pallier aux défaillances de l'État. L'action conduite est donc loin d'être autonome – on retrouve là une caractéristique de l'ensemble du tiers secteur en Chine. Néanmoins, à écouter les discours que ces entrepreneurs tiennent sur leur engagement, celui-ci doit aussi être rapporté à des expériences et des convictions qui leur sont personnelles.

La parole des philanthropes

De nombreuses tribunes s'offrent aux plus grands entrepreneurs pour articuler un discours justifiant leur action philanthropique : la presse, nationale ou internationale, Internet – que ce soit sur les sites de leur entreprise ou, pour certains d'entre eux, sur des blogs personnels –, ou les nombreux ouvrages disponibles en librairie dressant les portraits de leur réussite. Un certain nombre d'entre eux sont donc des personnalités publiques qui développent une argumentation expliquant leur engagement. De l'analyse de ces discours, on retient qu'ils prennent appui sur leur biographie et les tourments de l'histoire contemporaine de la Chine, sur la nécessité d'un équilibre entre leur réussite personnelle et la société dans son ensemble, mobilisant des références à la fois culturelles et religieuses.

L'expérience personnelle de la pauvreté

Au-delà de leurs différences d'âge, ces entrepreneurs appartiennent tous à une même génération, la première à avoir pu accumuler une fortune en République populaire de Chine, grâce au tournant politique pris en 1979⁸. Ils appartiennent à la « première génération de

⁶ Les organisations non gouvernementales étrangères ne sont pas autorisées à opérer de manière indépendante en Chine. Elles le sont encore moins à lever des fonds auprès du public chinois. La plupart d'entre elles conduisent donc des programmes en collaboration avec des organismes locaux.

⁷ <http://yigong.wanda.cn/weibo/organiseInfo.shtml?pid=25>, consultée le 15 septembre 2013.

⁸ Zhang Yue, "Shei she zhongguo kaneiji?", *Dongfang zhoukan*, 15, 2006, 12 avril 2006, <http://finance.sina.com.cn/leadership/crz/20060412/14332495532.shtml>.

personnes riches » (*fuyidai*). Tous ont traversé des moments difficiles au cours de leur vie : certains ont connu la pauvreté, d'autres ont été persécutés à cause de leur mauvaise origine sociale – politique initiée en 1957 par la distribution “d'étiquettes de classe” qui ont eu des conséquences sur les carrières professionnelles et le choix du conjoint –, d'autres encore ont été victimes de la politique d'envoi à la campagne des jeunes urbains pendant la Révolution culturelle. C'est parce qu'ils ont personnellement rencontré des épreuves qu'ils sont prêts à donner. « Presque tous les riches qui se sont faits eux-mêmes ont vécu des années de tourmente », commente un organe de presse⁹.

Très classiquement au regard des récits de ceux qui ont acquis une fortune en l'espace d'une seule génération – et notamment des barons de l'industrie américaine du XIX^e siècle, ces entrepreneurs témoignent qu'ils ont connu et éprouvé la pauvreté dans leur chair. Cao Dewang, par exemple, est né en 1946 ; trois ans plus tard, alors que ses parents quittent Shanghai pour retourner dans leur village d'origine, ils perdent tous leurs biens et se retrouvent brutalement plongés dans le dénuement. Faute de moyens financiers, Cao Dewang ne débute sa scolarité qu'à l'âge de 9 ans. À 17 ans, il est contraint d'arrêter ses études ; il aide ses parents dans l'élevage de bœufs, puis son père qui tient un petit commerce de cigarettes. Au milieu des années soixante, il tient un commerce de fruits : il se lève tous les jours à trois heures du matin pour s'approvisionner au marché situé à trois heures de route à vélo de son bourg. Après la Révolution Culturelle, il se lance dans la culture de champignons blancs, puis exerce divers métiers : employé de cuisine, technicien forestier, réparateur de véhicules, etc. Dans les années 1980, Cao Dewang travaille dans une usine de production de verre ; c'est en prenant la direction de cette entreprise qu'il accumule son premier capital et débute son aventure industrielle. Les difficultés qu'il a rencontrées, Cao Dewang ne les oublie pas et c'est ainsi, dit-il, que prend forme son action philanthropique : “j'ai trop souvent mordu la poussière étant jeune, je connais le goût de la pauvreté, elle peut dévaster, tourmenter un homme en passant de son esprit jusqu'à sa chair, c'est trop dur”¹⁰. Ayant vécu ses trente premières années dans la pauvreté, une fois qu'il a réussi, il a décidé de venir en aide aux personnes dans le besoin. Soulignant qu'ils ont eux aussi connu des heures difficiles, ce discours témoigne donc d'un souci de manifester sa solidarité avec le reste de la société. Malgré leurs succès, ces entrepreneurs n'ont pas oublié d'où ils viennent.

Rendre à la société

Inspiré par leur passé, il s'agit pour eux de rendre à la société ce qu'elle leur a donné. Le même Cao Dewang s'exprime ainsi en ces termes : « je suis né paysan, je suis un paysan entrepreneur, à l'origine de mes donations se trouve un esprit de partage, de partage avec la société. Si je ne donnais pas, comment pourrais-je dépenser tout cet argent ? Je pense qu'une personne ayant une carrière vraiment réussie, doit éprouver une profonde reconnaissance en se retournant vers la société, à présent, j'ai trouvé la chose la plus heureuse : le don d'argent, parce que je pense qu'il est de mon devoir de partager avec la communauté le fruit de ma réussite »¹¹. Chen Guangbiao, s'exprime dans des termes comparables : « c'est un devoir pour moi de rembourser la société »¹². Il constate qu'une minorité d'entrepreneurs juge que leur richesse est le fruit de leurs seuls efforts et donc qu'ils ne sont pas redevables envers la société. C'est, selon lui, une erreur, puisque c'est elle-même qui a permis à certains de pouvoir s'enrichir : l'environnement juridique, l'économie florissante et l'implication des employés dans leur travail y sont pour beaucoup. Et il ajoute : « si

⁹“Cao Dewang boli dawang de cishang zhi xin”, *Zhongguo qiye bao*, 20 avril 2009, <http://www.cishan.net/Article/ShowArticle.asp?ArticleID=4576>.

¹⁰ “Cao Dewang de liang yi yuan shankaun baowei zhan”, *Zhongguo minhangbao*, 2 juin 2010, http://editor.caacnews.com.cn/mhb/html/2010-06/02/content_62094.htm.

¹¹ Wei Peiquan, “Fuyao boli dongshizhang Cao Dewang juankuan 5.9 yi zuo gongyi”, *Xinhuaishi*, 26 septembre 2010, http://news.xinhuanet.com/fortune/2010-09/26/c_12608892.htm.

¹² Liu Xinlian, « Rich on Junk », *Beijing review*, 39, 26 septembre 2009.

on ne se consacre pas maintenant à la société, c'est elle qui nous éliminera »¹³. L'action philanthropique est clairement ici présentée comme une question de légitimité dans une société où les inégalités sociales sont croissantes et de plus en plus contestées. Zong Qinghou déclare pour sa part : « une fois que l'on a accumulé un certain degré de richesse, celle-ci ne vous appartient plus, mais appartient au contraire à la société tout entière »¹⁴. Pour Wang Jianlin, « les entreprises immobilières gagnent beaucoup d'argent, leurs profits ont été très élevés en 2009, faire davantage de dons est une obligation »¹⁵. Ces propos sont proches de la façon dont Andrew Carnegie (1835-1919), dans son autobiographie, évoque les temps économiquement difficiles traversés par sa famille : « [...] I began to learn what poverty meant. [...] It was burnt into my heart then that my father, had [...] [to beg for work]. And then and there came the resolve that I would cure that when I got to be a man » [Carnegie 2011, p. 23].

Qu'ils évoquent les épreuves qu'ils ont personnellement traversées ou manifestent leur souci de partager la richesse acquise avec la communauté nationale dans son ensemble, il s'agit à chaque fois de manifester leur solidarité avec le reste de la société. Ce faisant, ils justifient les conditions qui ont présidé à leur enrichissement rapide au cours des trois dernières décennies et viennent légitimer le système socio-économique par les retombées positives pour l'ensemble de la collectivité. Leurs dons viennent aussi justifier le système politique comme le suggère le propos suivant de Zong Qinghou : « toute ma richesse a été donnée par le Parti et le peuple, donc quand le Parti et le peuple en ont besoin, il est juste que je lui rende »¹⁶.

Les vertus confucéennes ou bouddhistes

Une autre rhétorique mobilisée pour justifier leur engagement sont des références à des valeurs chinoises, notamment confucéennes et bouddhistes. Cao Dewang cite ainsi volontiers les cinq vertus confucéennes cardinales – la bonté, la droiture, la bienséance, la sagesse et la loyauté – qu'il érige en principes fondamentaux pour devenir un « bon entrepreneur », homologue à l'homme de bien de la tradition confucéenne. Un entrepreneur doit « en premier lieu respecter le *ren*, c'est-à-dire être indifférent aux récompenses et ne pas céder à l'avidité sous peine d'être corrompu »¹⁷. Son action doit également être conforme au *yi* : un entrepreneur doit oser lancer des défis et en assumer les conséquences, qu'elles soient ou non favorables ; il doit demeurer juste et impartial quelque soit le résultat. Le *li* – respecter les rites ou la hiérarchie sociale –, c'est d'abord respecter ses ancêtres, ses aînés, sa famille, et au-delà les règles de l'entreprise et les lois promulguées par le gouvernement. Le *zhi*, c'est savoir juger si une action dans le cadre de l'entreprise est grande ou petite, si elle est ou non réalisable, c'est être rationnel. Enfin le *xin* est une des clés principales pour bâtir une solide réputation. Selon lui, « ces cinq vertus mises ensemble sont ce qu'on peut appeler la grande vertu, si vous pouvez développer cette grande vertu, alors vous avez réussi »¹⁸. Les cinq vertus du confucianisme, qui permettent à chacun de devenir un homme de bien, seraient donc selon Cao Dewang la voie à suivre pour accéder au succès. Pour Wang Jianlin, « les choses les plus importantes et primordiales dans une vie sont la piété filiale (*xiao*) et la bonté (*shan*) »¹⁹ ; et il ajoute : « j'accorde beaucoup d'importance à

¹³Shi Jianzi, “Zhongguo haoren Chen Guangbiao”, *Jingji guanchawang*, 25 octobre 2010, <http://www.eeo.com.cn/eeo/jjgcb/2010/10/25/183590.shtml>.

¹⁴“Wahaha jituan dongshizhang Zong Qinghou: shangzhen funü bing”, *Zhongghuo cishanjian*, 31 décembre 2010, http://people.brandcn.com/people2/101231_268673.html.

¹⁵Jin Yan, “Wang Jianlin: fangdichan shang gai duojuan”, *Gongyi shibao*, 10 mars 2010, <http://gongyi.people.com.cn/GB/11109203.html>.

¹⁶Moore Malcolm, « Chen Guangbiao wants China's richest men to follow him and give away their fortunes », *The Telegraph*, 2 octobre 2010.

¹⁷Wang Wen, Hao shuai, « Cao Dewang zhuanqian jiu yang wei shehui chuli », *Zhongguo qiyebao*, 22 avril 2010, <http://www.kggs.net/show.asp?id=964>.

¹⁸Idem.

¹⁹Wang Jinghe, “Wang Jianlin zuo shijieji de caishanjia” *Zhongguo qiyebao*, 19 mai 2008, <http://paper.tsfv.cn/more/10129.html>.

l'application de la piété filiale et à la bonté, ce sont les deux noyaux de la tradition culturelle chinoise »²⁰. Au moment même où des intellectuels mais aussi les dirigeants politiques réhabilitent la figure de Confucius et réinventent une tradition confucéenne au profit d'un projet de construction d'une société harmonieuse, il n'est guère étonnant de retrouver cette même référence dans les discours de ces entrepreneurs qui sont parmi les premiers à souhaiter voir cet objectif se réaliser. La figure de l'entrepreneur confucéen (*rushang*) est d'ailleurs ouvertement promue par les autorités ; ils disposent de leur revue, de leurs congrès, de leur centre de recherche²¹.

D'autres, tel Cao Dewang, font référence au bouddhisme. La presse le qualifie dans les termes suivants : il possède « un visage de bodhisattva »²², « un cœur de bouddha » ; « il est à la fois arrogant, têtu et doté de la sérénité d'un disciple bouddhiste »²³. Le bouddhisme guiderait son action au quotidien : « appliquer l'essence des enseignements bouddhistes est en réalité une norme dans le travail et la vie quotidienne de Cao Dewang »²⁴. Dans des entretiens aux médias, Cao Dewang cite le *Sutra du diamant*, un livre fondateur des enseignements bouddhistes ou le *Rêve dans le pavillon rouge*, roman du XVIII^e siècle fortement imprégné de ces derniers. Il cite par exemple la phrase suivante empruntée à ce roman : « on ne naît pas avec la richesse et on ne l'emporte pas à la mort ; il faut aider ceux qui sont dans le besoin »²⁵. Il ajoute dans un autre entretien : « je ne pense pas être un philanthrope. Je pense que je ne fais que ramasser ce que je trouve sur le bord de la route pour le partager avec tous, c'est ce que le bouddhisme appelle partage »²⁶. La philanthropie apparaît ici comme la mise pratique de l'enseignement de bouddha. De fait, Cao Dewang a participé, comme le font de nombreux entrepreneurs de moindre envergure au financement de la construction de plusieurs temples bouddhistes, notamment dans les Jiuhua shan et Putuo shan, deux des quatre montagnes sacrées du bouddhisme en Chine.

Les images publiques que les entrepreneurs philanthropes projettent d'eux-mêmes sont en réalité d'une grande variété. Parmi celles-ci, la figure de Chen Guangbiao est, à bien des égards, hors normes. Preuve du soutien de l'État chinois à la philanthropie, Chen Guangbiao a reçu un grand nombre de médailles ou de titres honorifiques, qui rappellent ceux qui étaient distribués à l'heure du communisme : qualifié « d'inspirateur héroïque du secours aux sinistrés du tremblement de terre », et de « personnalité philanthropique de Chine », il est titulaire d'un « prix de la contribution marquante en matière de philanthropie de Chine »²⁷. Chen Guangbiao apparaît fréquemment dans les médias distribuant des enveloppes rouges et apportant son aide dans les zones sinistrées. Il se proclame lui-même comme un modèle, expliquant qu'il souhaite représenter une nouvelle génération d'entrepreneurs non seulement en Chine, mais aussi dans le monde²⁸. Se proclamant « premier philanthrope de Chine », il affirme avoir pour ambition de vouloir convertir les plus riches à l'action caritative, une attitude qui n'est pas sans rappeler la position occupée par Bill Gates aux États-Unis et dont Chen Guangbiao s'inspire ouvertement. Il confie vouloir créer

²⁰ Idem.

²¹ Voir le Centre de recherche de l'Université de Pékin sur la culture de l'entrepreneur confucéen : <http://www.pku-rsw.com>.

²² Sun Yanan, Deng Pan, « Cao Dewang: qian yanjian fuxin », 21 juillet 2009, <http://finance.sina.com.cn/leadership/jygl/20090721/18416510294.shtml>.

²³ « Cao Dewang boli dawang de cishan zhixin », *Zhongguo qiyebao*, 20 avril 2009, <http://www.changle.com.cn/thread-123567-1-1.html>.

²⁴ « Cao Dewang: pin yu fu », *Zhongguo jingjingbao*, 19 décembre 2011, http://news.cb.com.cn/life_12_4861_1.html.

²⁵ Sun Yanan, Deng Pan, « Cao Dewang: qian yanjian fuxin », 21 juillet 2009, *Zhongguo qiyejia*, <http://finance.sina.com.cn/leadership/jygl/20090721/18416510294.shtml>.

²⁶ Yang Zhaomin, « Xiang Cao Dewang nayang juanqian he huaqian », *Gongren ribao*, 25 mai 2011, <http://www.chinanews.com/cj/2011/05-25/3064631.shtml>.

²⁷ D'après le site Web de l'entreprise de Chen Guangbiao: <http://www.jshp.com.cn/index.html>.

²⁸ Shi Jianzi, « Zhongguo haoren Chen Guangbiao », *Jingji guancha bao*, 22 octobre 2010. <http://www.eeo.com.cn/eo/jjgcb/2010/10/25/183590.shtml>.

une “armée de charité” composée de riches citoyens chinois, dont chacun consacrerait 20 % de ses profits à des œuvres caritatives ; il souhaite être l’ambassadeur de la philanthropie chinoise²⁹.

Les gains économiques et politiques de la philanthropie

Au-delà des valeurs invoquées par les entrepreneurs philanthropes eux-mêmes pour justifier leur action, on peut également faire l’hypothèse que celle-ci répond à des calculs rationnels : la philanthropie permettrait aux entreprises et à leurs dirigeants de réaliser des gains, qu’ils soient économiques, sociaux ou politiques.

La philanthropie, un investissement économique stratégique. Une première façon d’interroger la rationalité de l’engagement philanthropique des entreprises chinoises est d’envisager les bénéfices économiques qu’elles peuvent en tirer. Ceux-ci pourraient par exemple prendre la forme de déductions fiscales ; cette hypothèse – couramment invoquée dans le cas américain du fait du régime fiscal particulier des fondations – ne peut pas être vérifiée car seul un nombre limité d’organisations caritatives est habilitée à recevoir des dons d’entreprises et ces derniers ne donnent lieu qu’à une faible exemption de taxes. Il est donc difficile d’établir un lien entre les pratiques philanthropiques et des gains financiers liés à une fiscalité avantageuse. Par contre, il est certain que les activités philanthropiques participent désormais de la construction par les entreprises de leur image de marque. De ce point de vue, elles s’apparentent à des dépenses publicitaires qui permettent de transformer la relation marchande entretenue avec leur clientèle en une relation marquée par un attachement dépassant ce cadre.

L’action philanthropique est ainsi souvent largement publicisée sur les sites internet des entreprises. C’est le cas par exemple de la société Wanda, acteur majeur de l’immobilier – immobilier résidentiel et de bureau, gestion d’hôtels et de complexes cinématographiques –, dont le siège est à Dalian dans la province du Liaoning. Le site de l’entreprise comporte dès la page d’accueil un renvoi à ses “activités au profit de la communauté” (*gongyi*)³⁰. Sur cette dernière, un texte justifie en ces termes les pratiques caritatives : « la société d’immobilier Wanda se fixe pour régler “créer de la richesse pour tous, travailler au bien-être de la société”. Depuis 25 ans, le groupe Wanda a consacré plus de 310 millions de Yuans à des activités caritatives ; nous sommes la première entreprise privée chinoise pour cet engagement ». Suit un lien vers une liste des dons de l’entreprise : 500 millions de Yuans investis dans la construction de l’Université de Dalian, l’aménagement de la Place du peuple de la ville en un espace vert, le financement de plus d’une dizaine d’écoles dans le cadre des Chantiers de l’espoir, la construction d’équipements sportifs municipaux (un gymnase, une piscine), d’une école, 1 million de Yuans donnés à la municipalité pour lutter contre l’épidémie de Sras³¹. À chaque fois, figure la photo du bâtiment ou du site construit par Wanda, ou des bénéficiaires du don. Il ne fait pas de doute que ces dons, et la publicité qui leur est donnée, contribuent à créer une image positive de l’entreprise et ce dans un secteur, l’immobilier, à l’origine de fortunes parfois controversées, et dont les produits sont destinés aux ménages.

Quatre auteurs ont testé l’hypothèse d’une stratégie économique en analysant les réactions des marchés boursiers aux actions philanthropiques de 136 entreprises au lendemain du tremblement de terre de mai 2008 dans la province du Sichuan [Lin et alii 2012]. Un test statistique montre effectivement une relation positive entre la pratique de dons et la valeur boursière de ces firmes ; la philanthropie apparaît donc comme une stratégie possible pour accroître la valeur des entreprises. D’autres résultats sont plus surprenants et difficiles à interpréter. D’une part, les marchés boursiers réagissent de la même manière aux dons des entreprises d’État et à ceux des

²⁹ Moore Malcolm, « Chen Guangbiao wants China’s richest men to follow him and give away their fortunes », *The Daily Telegraph*, 4 octobre 2010.

³⁰ Source : <http://www.wanda.cn/>, consulté le 25 mars 2013.

³¹ <http://group.wanda.cn/group/shzr/rxcs/index.shtml>, consulté le 25 mars 2013.

entreprises privées, alors que les premiers sont plus tardifs et moins importants que les seconds. D'autre part, les réactions des marchés sont plus favorables aux grandes qu'aux petites entreprises, alors que les premières sont plus souvent sous contrôle étatique et en position oligopolistique – l'enjeu n'est donc pas pour elles de gagner des parts de marché en augmentant leur capital réputationnel.

Les injonctions du pouvoir politique. La dimension politique de l'action philanthropique tient d'abord à son instrumentalisation par les autorités de l'État. À l'automne 2004, l'un des vice-présidents de la Fédération de l'industrie et du commerce, principal syndicat patronal sous contrôle du PCC, M. Bao Yujun, appelle les chefs d'entreprises à s'engager volontairement dans des activités caritatives, à financer des organisations qui construisent des routes, des écoles ou des hôpitaux. Selon M. Bao, les entreprises doivent contribuer de trois manières distinctes au bien-être de la communauté nationale : en créant de nouveaux emplois qui contribuent à enrayer le chômage, en payant des impôts qui enrichissent les gouvernements locaux, et enfin en développant des activités caritatives³². À la même époque, dans un entretien à un hebdomadaire de la presse économique, et à l'occasion de l'organisation à Pékin d'un forum intitulé « Entreprises citoyennes et activités caritatives », M. Fang Baojun, président de Fédération chinoise de la philanthropie déclare qu'une entreprise qui réussit doit avoir une « conscience citoyenne ». Son action ne doit pas être guidée uniquement par le souci de l'efficacité économique, mais elle doit aussi prendre en compte la façon dont elle s'insère dans son environnement et la société tout entière. « Son influence doit être positive » déclare-t-il³³. Selon lui, être une « entreprise citoyenne », c'est s'engager dans des œuvres de bienfaisance. Les injonctions du pouvoir politique vis-à-vis des entreprises sont là tout à fait contemporaines de l'affichage par le Parti communiste chinois de l'objectif de construction d'une « société harmonieuse », expression utilisée lors d'un plénum du Comité central en septembre 2004 et dont Hu Jintao explicite le sens quelques mois plus tard en évoquant la nécessité de procéder au « classique compromis entre efficacité [économique] et équité [sociale] » [Boutonnet 2009]. Les autorités sont conscientes du prix payé pour la croissance économique rapide des vingt-cinq dernières années et que ce modèle n'est pas durable à moyen ou long terme. L'une des solutions préconisées passe par les encouragements prodigués aux entreprises, et en particulier aux entreprises privées, à être davantage socialement responsables (*shehui zeren*) ou citoyennes (*gongmin*).

La conquête d'un statut social. Une seconde dimension politique de la philanthropie tient aux bénéfices sociaux et politiques que les entrepreneurs peuvent en tirer. Il faut rappeler qu'encore faiblement protégés juridiquement, les entrepreneurs privés demeurent soumis à l'arbitraire du pouvoir et ne sont pas à l'abri d'une chute brutale : certains ont été soumis à de spectaculaires redressements fiscaux ; d'autres ont été condamnés et envoyés en prison pour pratiques frauduleuses ; d'autres encore ont été victimes de crimes crapuleux. Même si la richesse, voir l'extrême richesse, ne se cache plus, elle expose donc à des risques. Cela explique pourquoi ceux qui en ont les moyens acquièrent sinon pour eux-mêmes, du moins pour leurs proches (femme ou enfants) une résidence à l'étranger (États-Unis, Canada, Australie), voire une seconde nationalité. Dans un contexte où les autorités sont localement à la recherche de ressources additionnelles pour financer leur action et où les entrepreneurs privés sont soucieux de conforter leur statut social, l'action philanthropique, plus ou moins directement sollicitée, apparaît comme une solution satisfaisante pour les deux parties. Cela peut expliquer que nombre d'entreprises financent des écoles, des hôpitaux, des projets d'infrastructures ou des programmes d'aide sociale. C'est cette hypothèse qu'ont testé Ma Dali et William L. Parish en 1995 sur la base d'une enquête nationale auprès de 2 870 entreprises privées [Ma et Parish 2006].

³² *Nanfang zhoubao*, 21 octobre 2004, p. 14.

³³ *Ershiyi shiji jingji baodao*, 22 novembre 2004, p. 1 et 2.

Le financement par des entreprises d'actions au bénéfice des communautés locales dans lesquelles elles sont insérées apparaît alors comme un moyen pour les entrepreneurs d'accéder à l'espace politique, en l'absence de campagnes électorales et alternativement à la corruption réputée plus risquée. 83 % des entreprises enquêtées ont de fait contribué au financement de ce type d'activités. Une proportion significative des entrepreneurs interrogés sont récompensés par leur nomination au sein de deux espaces politiques, ce qui contribue à améliorer leur renommée : 27 % des entrepreneurs interrogés sont membres des assemblées consultatives locales, 10 % des assemblées populaires. Une analyse multivariée vérifie un lien entre ces engagements et un meilleur statut social subjectif d'une part, et une participation aux assemblées locales d'autre part. Pour Ma et Parish, en 1995, c'est-à-dire alors qu'émerge le secteur privé, la situation de la Chine est comparable à celle de la France pré-révolutionnaire dans laquelle la bourgeoisie achète des fonctions officielles en échange de quoi l'État lui accorde un statut social et une protection, un système d'échanges réciproques plus stable et impersonnel qu'un clientélisme basé sur la corruption.

Près de deux décennies plus tard, cet échange de dons caritatifs contre des carrières politiques semble toujours d'actualité puisque nombre des plus grands entrepreneurs philanthropes sont membres de l'Assemblée nationale populaire ou de la Conférence politique consultative du peuple chinois. C'est le cas de Chen Guangbiao, représentant de la ville de Nankin depuis l'an 2000 à ces deux assemblées, ou de Zong Qinghou représentant de la ville de Hangzhou à la première. Cao Dewang n'hésite d'ailleurs pas à confier dans un entretien : « sortir un peu d'argent pour participer à la philanthropie a pour but d'obtenir des avantages de la part du gouvernement »³⁴.

Jun Su et Jia He ont, pour leur part, conduit une enquête en 2006 auprès de 3 837 entreprises privées réparties sur l'ensemble du territoire national [Su et He 2010]. Ils vérifient à leur tour la dimension stratégique de l'action philanthropique, en termes à la fois politiques et économiques. Selon eux, les entreprises donnent de l'argent pour acquérir des relations dans l'espace politique, consolider leurs droits de propriété et *in fine* pour améliorer les performances économiques de leurs entreprises. En l'absence de droits de propriété clairement définis, les dons permettent d'entretenir des protections politiques et grâce à ces dernières d'accéder à la fois au crédit bancaire – alors que les banques demeurent pour l'essentiel contrôlées par l'État – et à l'appareil judiciaire en cas de litige. L'action philanthropique viendrait donc compenser la faiblesse des institutions ; *de facto*, elle est d'autant plus importante que l'entreprise est installée dans une région faiblement développée et où le système juridique est moins avancé. Là où les institutions formelles sont mieux développées, le rôle de l'activité philanthropique est moindre. Ainsi le développement de l'action philanthropique des entreprises ne serait-il pas le signe d'une maturité du système économique et social chinois, mais bien au contraire un indice de son sous-développement.

Au terme de ce parcours parmi les pratiques, les discours et les raisons de la philanthropie d'entreprises en Chine contemporaine, il importe de souligner d'abord la variété du type d'actions engagées en fonction du type d'entreprises concernées – publique ou privée, petite ou grande –, de la population visée – locale ou nationale – ou de la durée de l'intervention – action de court ou long terme. Dans le cas de petites et moyennes entreprises, fortement ancrées dans un territoire, ces actions peuvent être comprises dans le cadre d'échanges entre les entreprises d'un côté et les administrations ou les représentants de l'État ou du Parti de l'autre ; l'action philanthropique s'apparente alors à une redistribution de ressources plus ou moins contrainte. Dans le cas des patrons de l'immobilier, secteur qui a produit le plus grand nombre de fortunes récentes, l'action

³⁴ Cao Dewang cité dans Chen Qian, "Cao Dewang, zuo cishan de ren bu yiding shiquan shimei", Zhongguo qingnian bao, 7 juin 2011, http://zqb.cyol.com/html/2011-06/07/nw.D110000zgqnb_20110607_1-05.htm.

est souvent ponctuelle et très médiatisée ; il s'agit alors de tempérer, auprès des consommateurs et des citoyens, l'image controversée d'une richesse acquise trop facilement dans le cadre de la privatisation du marché du logement conduite par l'État. Dans d'autres cas, des entrepreneurs ont créé leur propre fondation et s'engagent dans des actions de long terme, en particulier dans l'accès aux soins de santé ou à l'éducation des populations rurales.

Toutes ces actions participent d'un même processus de légitimation du mode de production qui s'est mis en place en Chine depuis trois décennies. La philanthropie d'entreprises n'est pas là différente de l'évergétisme romain étudié par Paul Veyne : les dons des particuliers faits à la cité corrigeaient symboliquement l'inégalité qui menaçait la société d'éclatement [Veyne 1971]. Il s'agit ici, comme dans d'autres sociétés capitalistes, de trouver un nouveau "compromis socio-politique entre éthique et efficacité" [Postel et Sobel 2010], de justifier le principe de l'accumulation du capital par des retombées jugées positives pour la collectivité. Après trois décennies de croissance rapide et de bouleversements sociaux, voici venu le temps de la morale. C'est dans le contexte d'un développement de l'éthique des affaires que s'inscrit le renouveau de la philanthropie. Son importance dans le répertoire des justifications ne peut toutefois se comprendre en Chine qu'à l'aune d'une part de l'évolution de la stratification de revenus et d'autre part des conditions de redistribution de la richesse. La croissance économique rapide s'est accompagnée d'une augmentation spectaculaire des écarts de revenu et de patrimoine – qui a fait craindre un risque de latin-américanisation de la société – alors que le financement des besoins en matière de santé, d'éducation ou d'aide sociale était partiellement décollectivisé.

Comme aux États-Unis à la fin du XIX^e siècle, la philanthropie renaît en Chine contemporaine comme un effort de rationalisation du traitement de la question sociale. Les entreprises deviendraient des agents de la justice sociale. Cependant, elles sont bien loin ici de se substituer à l'action étatique et viennent plus l'appuyer – les organismes qui reçoivent des dons sont le plus souvent para-étatiques. Ce faisant, les entreprises confortent les efforts de construction d'une nouvelle légitimité de l'État chinois qui prend appui sur l'action sociale, un État devenu "sensible et compatissant, bienveillant à l'égard du peuple" [Hours 2010, p. 107]. Aux États-Unis à la fin du XIX^e siècle, les riches n'établissaient pas de lien direct entre leur don et leur entreprise ; ils gagnaient de l'argent d'une part et en donnaient de l'autre. Les organismes de charité visaient à faire sortir les plus démunis de la pauvreté ; les richesses qu'ils avaient créées devaient être redistribuées afin d'accroître leurs chances de mobilité sociale [Acs et Philips 2002] et, *in fine*, de promouvoir "un ordre social plus juste, en suscitant l'innovation" [Abélès 2002, p. 108], d'où la création d'universités par exemple. Les donateurs américains, hier comme aujourd'hui, refusent d'être cantonnés à un rôle de complément de l'État et insistent sur la dimension innovante de leurs investissements philanthropiques, y compris dans le domaine des politiques sociales ou éducatives. En Chine contemporaine, certes la puissance publique n'a plus le monopole de la défense de l'intérêt général ; cependant, les entrepreneurs et les entreprises sont cantonnés dans un rôle de complément des pouvoirs publics. Rien n'assure que le perfectionnement annoncé des dispositifs juridiques et fiscaux puisse modifier cette configuration et que les plus riches citoyens, ou une masse de donateurs individuels, puissent contribuer à façonner les politiques sociales, éducatives ou culturelles.

Références

- Abélès M. (2002), *Les nouveaux riches : un ethnologue dans la Silicon Valley*, Paris, Odile Jacob.
- Acs Z. J. et Philips R. J. (2002), "Entrepreneurship and Philanthropy in American Capitalism", *Small Business Economics*, 19, p. 189-204.
- Boutonnet T. (2009), « Traitement moral de la question sociale dans la "société harmonieuse" de Hu Jintao », *Transtext(e)s transculturelles* [En ligne], 5.
- Carnegie A. (2011 [1920]), *The Autobiography of Andrew Carnegie*, New York, Public Affairs.

- Eyraud C. (1999), *L'entreprise d'État chinoise. De « l'institution sociale totale » vers l'identité économique ?*, Paris, L'Harmattan.
- Guiheux G. (2012), "Chinese Socialist Heroes: From Workers to Entrepreneurs", in Florence E. and Defraigne P. (eds), *Towards a New Development Paradigm in Twenty-First Century China. Economy, Society and Politics*, London, Routledge, p. 115-126.
- Guiheux G. (2006), « L'entreprise citoyenne en Chine. Réalités et débats », *Transcontinentales*, 3, p. 15-29.
- Hours B. (2010), « Les politiques de la compassion », in Bernard Hours et Monique Selim, *Anthropologie politique de la globalisation*, Paris, L'Harmattan, p. 101-114.
- Laliberté A. (2009), « Entre désécularisation et resacralisation : Bouddhistes laïcs, temples et organisations philanthropiques en Chine », *Social Compass*, 56, p. 345-361.
- Ma D. and Parish W. L. (2006), "Tocquevillian Moments: Charitable Contributions by Chinese Private Entrepreneurs", *Social Forces*, 85-2, p. 943-964.
- Menkhoff T. et Hoon C.-Y. (2010), "Chinese Philanthropy in Asia Between Continuity and Change", *Journal of Asian Business*, 24-1&2, p. 1-12.
- Li Z. et Wu C. (2011), "2010 nian qiye juanzeng xingwei fenxi" (Analyse des dons d'entreprises pour l'année 2010), *Zhongguo cishan fazhan baogao 2011* (rapport 2011 sur le développement de la philanthropie en Chine), Pékin, Social Sciences Academic Press, p. 149-170.
- Postel N. et Sobel R. (2010), « La RSE : nouvelle forme de dé-marchandisation du monde. Une lecture institutionnaliste à partir de Karl Polanyi », *Développement durable et territoires* [En ligne], vol. 1, n° 3 | décembre 2010.
- Song L., Wang J., Yao S. et Chen J. (2012), "Market reactions and corporate philanthropy: a case study of the Wenchuan earthquake in China", *Journal of Contemporary China*, 21 (74), pp. 299-315.
- Su J. et He J. (2010), "Does giving lead to getting? Evidence from Chinese Private Enterprises", *Journal of Business Ethics*, 93, p. 73-90.
- Veyne P. (1971), *Le Pain et le cirque*, Paris, Le Seuil.
- Wang N. (2009), "Zhongguo heyi wei neng zouxiang xiaofei xing shehui di chengben fazhan zhanlue yu xiandaihua jin Cheng zhong de zuangxing kunjing" (Why Hasn't China Moved toward Consumption-Directed Society? The Strategy of Low-Cost Development and the Transformation Predicament in the Process of Modernization), *Shehui (Society)*, 29 (2), p. 30-52.
- Wheeler N. (2013), *The role of American NGOs in China's modernization: invited influence*, New York, Routledge.
- Yang T. (dir.) (2012), *Zhongguo cishan fazhan baogao 2012* (rapport 2012 sur le développement de la philanthropie en Chine), Pékin, Social Sciences Academic Press.
- Zunz O. (2012), *La philanthropie en Amérique. Argent privé, affaires d'État*, Paris, Fayard.